

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial :

DE CRISE EN CRISE

Jour après jour, les médias apportent de nouvelles révélations sur le dossier Publifin, cas devenu emblématique, et hélas loin d'être isolé, et qui révèle bien les mécanismes de corruption utilisés par les politiciens de droite ou du centre-centre comme le PS une fois qu'ils ont accès d'une manière ou d'une autre aux deniers publics. Voilà donc comment les mêmes politiciens qui ne cessent de plaider en faveur de l'austérité pour la population s'arrangent pour utiliser honteusement le système à leur profit dévoilant ainsi la crise morale que, plus que jamais, connaît le système. Ambiance délétère qui montre que, de nos jours, plus rien ne semble mériter le respect des puissants qui nous gouvernent, y compris le concept de *secret professionnel* considéré jusqu'ici comme tout simplement inviolable. Le projet présenté à la chambre par la N-VA visant à la levée de ce secret pour les travail-

leurs sociaux n'est que l'illustration éclatante de cette dérive. Suivant les objectifs de ce projet, ces travailleurs seraient obligés de dévoiler des informations ou confidences obtenues dans l'exercice de leur fonction sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Cette crise morale se manifeste aussi dans les graves atteintes à la liberté d'expression et aux libertés en général, qui surgissent un peu partout. Ainsi une sorte de maccarthysme est en train de s'installer au niveau planétaire, en particulier dans le domaine de l'information. En effet, le système ne supporte plus que des médias alternatifs indépendants, existant notamment dans les réseaux sociaux, puissent proposer au public des informations non seulement distinctes mais très souvent contradictoires avec celles que le business médiatique diffuse pour, en particulier, justi-

L'invité du DR :

Erik Rydberg

« La droite radicale a récupéré des notions oubliées par la gauche..»

Vladimir Caller

1917-2017, un siècle d'histoire et de questions

Martin Willems

- AIP : Pourquoi conclure un tel accord ?
- La leçon de Trump aux syndicalistes

Julien Hannotte et Freddy Visconti

Publifin, plus qu'un scandale éthique

Roland Marounek

Spin Doctors : Panique à Bord

Guy Stroobant

L'intégrisme budgétaire de l'UE

Marc Pierret

Percussion des images, vigueur des mots

fier les guerres de prédation qu'il organise sous des prétextes humanitaires.

Pour ce faire, les grands groupes n'hésitent pas à pousser leurs propres journalistes à jouer le rôle d'inquisiteurs (comme c'est le cas du système Décodex instauré par le journal français *Le Monde*) et à orchestrer des campagnes destinées à dissuader l'opposition chaque fois plus large et résolue des citoyens contre ceux qui, pour sauver un système en crise, optent pour fabriquer des conflits militaires chaque fois plus dangereux. Conflits qui, par après, susciteront des vagues massives de migration au profit des patrons chercheurs, comme en Allemagne, de la main d'œuvre bon marché. Voilà où nous en sommes dans cette année où le centenaire de la glorieuse révolution d'octobre nous rappelle qu'il y a des batailles et de fameux défis à reprendre. ■

Erik RYDBERG : **« La droite radicale a récupéré des notions oubliées par la gauche »**

Erik Rydberg a dirigé pendant une quinzaine d'années le Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA), association créée vers la fin des années 70 par un groupe de chercheurs, universitaires et syndicalistes engagés avec, comme objectif de proposer, à partir d'études et analyses rigoureuses, une vision des événements, notamment en matière de politiques économiques, distincte et souvent opposée à celles que formulent les institutions officielles, les grands médias, les grandes corporations et les organismes internationaux. A la retraite actuellement, "autonomisé" comme il préfère le dire, il persiste à croire en l'urgence de résister à cette grande machine de désinformation qui cherche à susciter parmi le grand public l'acceptation à leur conception des choses et aux politiques qu'ils mettent en œuvre. Le Drapeau Rouge a voulu tirer profit de sa longue expérience pour échanger avec lui sur des thèmes de grande actualité.

Le Drapeau Rouge.- Le monde vit un moment de grands bousclements. Le Brexit d'abord, l'élection de Trump ensuite, en attendant de probables et

violentes secousses lors des prochaines élections en Europe. Comment interprétez-vous ces évolutions, disons, pour commencer la décision du peuple britannique d'abandonner le projet européen ?

Erik Rydberg.- Parmi les commentaires éclairants parus dans la presse sur le Brexit, je retiendrai celui de Brenda O'Neill dans *The Spectator*, un magazine britannique conservateur, mais néanmoins intelligent, comme il arrive à la bourgeoisie de l'être (qu'on sait préférable aux logorrhées de la gauche candide).

En quelques lignes, elle observait que la fracture mise en évidence par le référendum avait, « *presque parfaitement, et splendidement, un caractère de classe* » : le verdict des urnes, à ne pas s'y tromper, est le signe « *d'un soulèvement des pauvres et sans emploi* » du pays. Elle ira même jusqu'à qualifier la bataille du référendum de « *seconde guerre paysanne* », ce que les lecteurs du DR, familiers de Friedrich Engels et Ernst Bloch, goûteront à sa juste valeur.

Le rejet britannique a ému le microcosme institutionnel européen où on s'est aussitôt efforcé de redonner sens à la coquille creuse : on y reviendra, je suppose. On jugera plus frappant, plus symptomatique les rejets apparus dans le sillage. Entre le dernier numéro du DR et celui-ci, le fait nouveau, en Belgique, est le sentiment populaire de scandale né des révélations à répétition – Publifin & Cie – sur la corruption des mandataires politiques, jetant l'opprobre sur tous les partis dits traditionnels, Ecolo inclus. Entendons-nous bien : corruption au sens politique du terme, comme l'utilisait Robespierre pour dénoncer les « *âmes de boue* » vénales indignes de représenter le peuple. Et, puis, sentiment « populaire » : il est piquant de constater que c'est le terme utilisé par de nombreux éditorialistes pour commenter l'affaire, plutôt que celui de « populiste », en général réservé pour ce genre de situation et, typiquement, pour le rejet britannique... Sans doute eût-ce été, dans ce cas-ci, jeter un pont trop loin...

Le DR.- Et à propos de l'élection de Trump ?

E. R.- Par boutade, je dirais que Donald Trump devra mettre les bouchées doubles pour égaler le record des assassinats téléguidés de son prédécesseur, le prix Nobel de la paix Barack Obama, qui a quelque 500 frappes par drone à son actif et près de 5.000 morts, la plupart des civils. Une forme de terrorisme à impunité garantie.

Plus sérieusement, il est encore trop tôt pour juger sur pièces, sinon sur le mode mondain : un milliardaire élu par les laissés-pour-compte a bien sûr de quoi faire un peu ricaner,... de même que la remarquable niaiserie de ses opposants. Les États-Unis, on a peine à prendre au sérieux – « une gigantesque erreur » selon le bon mot de Sigmund Freud.

Une erreur devenue relativement imprévisible avec M. Trump mais n'oublions pas que le système en tant que tel reste un colosse. Son dollar demeure monnaie impériale mondiale et sa puissance militaire insurpassée, quelque 3.375 bases essaimées sur la surface du globe, pour mémoire : si l'on veut garder un regard critique sur M. Trump, c'est du côté de la mer de Chine et des abords de la Russie qu'il faudra le porter.

Le DR.- Comment expliquer que les néo-conservateurs pro-républicains (y compris la famille Bush elle-même) ait été en faveur de la candidature de Hillary Clinton ?

E. R.- Que le vernis « démocrate » de Mrs Clinton ait pu faire illusion tient du marketing commercial de la machinerie électorale aux États-Unis. Pas seulement celle-là d'ailleurs ! L'américanisation du monde occidental est en marche depuis longtemps, au moins depuis les séductions Technicolor de Hollywood dont les écrans, aujourd'hui, portent les noms de Google, Apple et consorts. « Cette

¹ Erik Rydberg vient de publier *Que faire !* (contre l'ordre régnant) chez Couleur livres ; ouvrage que nous commenterons dans notre prochaine édition.

femme », pour utiliser l'expression de son mari, est pro-guerre, pro-Otan et, bien sûr, pro-Wall Street et pro-multinationales, celles qui dominent le monde depuis leur QG états-uniens. Bref, tout ce qu'il fallait pour plaire aux néoconservateurs, déclarés ou non.

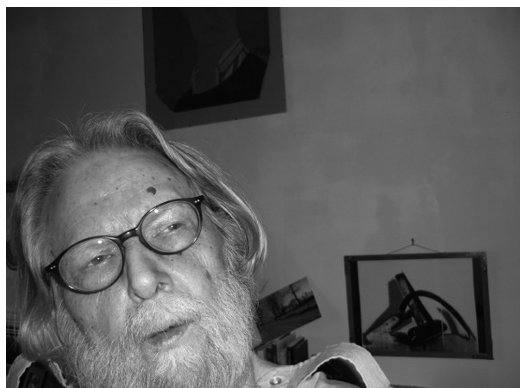
Le DR.- Certains présentent cette opposition comme celle entre les options de la mondialisation (Clinton) et le nationalisme (Trump) ; similaire opposition existerait entre les partisans du « exit » (quitter) ou « remain » (rester) lors du référendum britannique. Quid du concept d'État-nation dans ces controverses ?

E. R.- Là, on peut faire court. C'est que la puissance suggestive de la Marseillaise demeure d'évidence forte : *Allons enfants de la patrie, / le jour de gloire est arrivé.* Et cela continue, comme on sait : *Contre nous de la tyrannie, / l'étendard sanglant est levé.* Le discours normatif dominant a beau avoir rayé le mot « patrie » du vocabulaire, de même que celui de « gloire », la tyrannie, elle, reste chose bien comprise. En Grande-Bretagne, celle des mille et un diktats technocrates imposés par l'Union européenne (et sa Cour de justice, l'éminence grise) qui dépossèdent les parlements élus de leurs pouvoirs démocratiquement constitués, tyrannie dont le visage local était cette fois parfaitement identifiable, la City de Londres, les milieux affairistes et tout ce qui vit de près ou de loin aux crochets de la manne européenne. Aux États-Unis, même topo, en plus compliqué : l'exode d'emplois dû aux spirales de sous-traitance dans les pays à bas salaires venant dévaloriser et le pouvoir d'achat et les prétentions salariales, voire l'emploi lui-même, devenu redondant. Le « fait national » ne peut que s'en trouver revivifié, et ce, hélas, plutôt du côté de la droite radicale lepéniste ou wildersienne qui ont su récupérer des notions traditionnellement ancrées à gauche. Relisez Jaurès. Sur le fait national, la patrie, la gloire, il y a du travail à faire...

Le DR.- et comment comprendre le fait que, par exemple, dans le monde des travailleurs; dans l'activisme des organisations syndicales, l'internationalisme est chaque fois plus faible et absent dans leurs préoccupations ?

E. R.- Les syndicats sont, au moins depuis le début de la restauration dite néolibérale, sur la défensive. Partout, les brèches

percées dans les digues élevées par le mouvement ouvrier exigent d'eux un effort de colmatage, c'est sans cesse l'urgence du moment, faisant des syndicats, débordés, des SAMU du social. Ce travail de sape déteint forcément sur la capacité matérielle d'ajuster l'analyse locale aux lignes de force internationales.



Cela ne date pas d'hier. Comme un écrit d'Althusser le signalait en 1976, c'est l'année où les partis communistes européens décident d'abandonner la notion de l'internationalisme prolétarien pour celle, insignifiante et dès lors agréable aux bailleurs de fond, de « solidarité internationale », auberge espagnole dans laquelle se reconnaissent aujourd'hui – et là je parle d'amère expérience – les ONG et les appareils étatiques dont elles se disent le contre-pouvoir. Ce n'est plus reconstruire un autre monde, pierre par pierre, mais assister, pierre par pierre, à un éboulement.

Cela dit, les syndicats ne sont pas des structures homogènes et, ici et là, les métallos de la MWB (FGTB) ou la CNE (CSC) par exemple, font du très bon boulot, sans oublier la Fédération syndicale mondiale. À l'assemblée d'octobre 2016, à Durban, il y avait quelque 1.200 congressistes venus de plus de 100 pays, la plupart issus du Tiers-monde, ce qu'on ne mettra pas sur le compte du hasard. Les vents, bien souvent, se lèvent à l'Orient.

Le DR.- Quel avenir pronostiquez-vous, dans ce contexte, pour le projet de la construction européenne ?

E. R.- Ah! le Marché Commun et sa monnaie unique, que des gens aussi différents que Joseph Stiglitz (ex-Banque mondiale) et Alan Greenspan (ex-Banque nationale USA) ont récemment descendus en flammes. « Projet réactionnaire » dès l'origine

comme l'a souligné Samir Amin, cette « construction » – d'un mythe, largement – se heurte de plus en plus à une indifférence hostile chez ses « sujets ». Le sort fait à l'État membre grec, sacrifié pour préserver les intérêts de la haute finance bancaire, y est pour beaucoup. Qui n'a pas en mémoire la morgue du président de la Commission européenne (en l'occurrence M. Juncker, mais ils sont interchangeable), déclarant, lorsqu'il a vu naître l'embryon d'une opposition radicale à Athènes en janvier 2015 : « *Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens.* » ? On connaît la suite. Là où le « brexit » britannique a quelque peu changé la donne, c'est qu'il a autorisé cette chose inouïe : le débat public national de fond avec, à la clé, un choix démocratique. Là, aussi, on connaît

la suite. Impensable il y a peu en Belgique, c'est une « option » qui gagne du terrain, même si c'est dans une arène semée de chausse-trappes : avancée de la droite radicale etc., on l'a déjà dit. Dans mes moments pessimistes, je me dis : tout est affaire de conjoncture et, là, elle n'est pas bonne.

Le DR.- Quels sont, à votre avis, les grands défis qui nous attendent et comment devons-nous y faire face ?

E. R.- Puisque vous m'en offrez l'occasion: que faire? Mais lire mon livre! Bon, au-delà de ce copinage avec moi-même, le livre *Que faire ! - Contre l'ordre régnant* dessine comme une réponse à votre question. Ce qui y est central, c'est l'idéologie, les mots parachutés dans nos cerveaux et qui, bien souvent, « pensent » à notre place et implantent dans notre capacité d'interpréter la réalité des réflexes conditionnés. C'est le défi majeur : voilà plus de trente ans, l'espace donc d'une génération entière, que la réaction re façonne et dénature notre manière de penser le monde, à commencer par le langage, les concepts, les repères, les points d'ancrage théoriques. Comme Althusser l'a si bien dit : « Si on se trompe sur la réalité, on se trompe sur les mots, et vice versa. » On est, aujourd'hui, dans le cas du vice versa. Une tâche majeure en découle : retourner aux sources, développer l'esprit critique, faire œuvre de contre-propagande. Ce ne sera ni simple ni rapide. La pente est rude. ■

Propos recueillis par Vladimir Callier

Pourquoi conclure un tel « accord interprofessionnel » ?

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Ce 2 février 2017, les interlocuteurs sociaux au niveau interprofessionnel (FEB, UCM, Boerenbond et les trois organisations syndicales nationales) signaient tous, pour la première fois depuis 8 ans, un accord interprofessionnel (AIP) couvrant les années 2017 et 2018. Outre un accord sur une marge maximale d'augmentation des salaires de 1,1% (sur deux ans), l'accord prévoit la prolongation de certains accords sur les fins de carrière (notamment pour retarder le recul programmé par le gouvernement de l'âge de la prépension), un accord sur la liaison des allocations sociales au bien-être, et un calendrier de discussion sur un ensemble de « défis sociétaux » (burn-out, simplification administrative, budget mobilité, période essai, emploi des jeunes, révision du paysage des commissions paritaires, etc.)

Cette unanimité ne doit pas faire illusion. L'approbation de l'AIP soulève de nombreuses réserves de principe au sein des organisations syndicales :

- Point principal de l'accord, l'AIP fixe une marge maximale d'augmentation des salaires. Il ne s'agit donc pas d'une garantie que tous les travailleurs du secteur privé obtiendront cette augmentation, loin de là. Pour l'obtenir concrètement il faudra encore un accord au niveau sectoriel, et donc encore une fois l'accord des employeurs, qui pourront monnayer une seconde fois cet accord. Et cela ne vaut

que pour ceux qui travaillent dans des secteurs où la concertation sociale fonctionne bien. Là où ce n'est pas le cas, il faudra aller chercher dans l'entreprise cette augmentation, ce qui est le plus souvent illusoire, particulièrement dans les petites entreprises.

La marge salariale de l'AIP n'est donc pas un droit acquis pour les travailleurs. Au contraire, c'est une interdiction : l'interdiction de toute augmentation de salaire qui irait au-delà de 1,1% sur deux ans. Engagement donc de ne jamais aller au-dessus, sans garantie d'obtenir au moins cela. Si on prend un peu de recul, on comprend qu'on est entré dans un mécanisme paradoxal. Normalement, on est syndicaliste pour appuyer les demandes des travailleurs, pas pour fixer des limites à leurs revendications. Un tel accord est un couvercle de plomb pour étouffer toute revendication plus ambitieuse. Le but de la négociation au niveau interprofessionnel est normalement de fixer des minima absolus, au-delà desquels les secteurs et les entreprises les plus dynamiques pourront aller. De cette manière, on est au moins sûr que même là où il n'existe aucun rapport de force sectoriel ou d'entreprise, ce minimum sera garanti. L'AIP, au contraire, prévoit un maximum, que personne ne pourra dépasser. Les secteurs et les entreprises pouvant aller en-dessous. C'est un véritable retournement de logique.

- Cet AIP est basé sur une marge salariale calculée en application de la « nouvelle » loi sur la compétitivité. Cette révision de la loi de 1996 durcit encore plus les mécanismes pour contraindre les augmentations salariales en intégrant dans la marge bisannuelle un rattrapage automatique des éventuels « dérapages » du passé.

Or cette nouvelle loi n'est pas encore en vigueur, elle n'a pas encore été votée en séance plénière du Parlement. Ce qui signifie que les organisations syndicales ont accepté de respecter la version « durcie » d'une loi qu'ils ont toujours contes-

tée, et ce avant même qu'elle ait force de loi. Certes le gouvernement avait prévu que la loi, lorsqu'elle serait votée, aurait un effet rétroactif au 1er janvier 2017. Mais les lois rétroactives sont abusives. Et si on veut rester cohérent, on ne peut pas critiquer pendant deux ans le gouvernement, prétendre à raison qu'il agit de manière non démocratique, puis négocier en prenant pour acquis que le Parlement validera, sans y changer une virgule, le projet du gouvernement.

Mais alors, quels sont les arguments des syndicalistes qui ont pensé devoir approuver le projet d'accord interprofessionnel ?

- Il y a des points positifs dans l'accord. Certes le gouvernement a amputé de 40% l'enveloppe prévue par la loi pour lier les allocations sociales au bien-être. Mais le budget restant a fait l'objet d'un accord de répartition dans le cadre de l'AIP. Le principe a été de revaloriser en priorité les allocations les plus en-deçà de la norme de pauvreté. Reste que la liaison des allocations au bien-être résulte d'une loi, que le gouvernement s'est déjà permis d'en amputer le budget, et qu'il est difficile de considérer comme une concession l'accord des organisations patronales quant à la répartition de cette enveloppe amputée.

Normalement, la répartition de l'enveloppe de liaison des allocations au bien-être ne fait pas partie de l'accord interprofessionnel. Les organisations patronales ont, depuis plusieurs années, lié tactiquement les deux négociations. Afin d'échanger leur accord sur la liaison des allocations au bien-être contre des concessions salariales dans l'AIP. Un accord qui, en plus, ne leur coûte rien puisque la liaison des allocations au bien-être ne signifie pas que les employeurs contribueront plus à financer la sécurité sociale. Bien au contraire puisque le gouvernement vient de décider de diminuer fortement leurs cotisations (tax shift).

Suite page 12

La leçon de Trump aux syndicalistes

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Ne nous méprenons pas. Il ne s'agit pas, dans cet article, de faire l'apologie d'un dangereux tartuffe. Ni même de suggérer qu'il n'y aurait pas que du mauvais dans les intentions de Donald Trump. Il ne s'agit pas non plus de se demander s'il réalisera ou non, et à quel prix, l'une ou l'autre de ses innombrables promesses électorales. Mais il s'agit de se demander comment cet homme aura pu emporter dans l'élection une frange significative de l'Amérique ouvrière. Après tout, même les nazis doivent nous inspirer cette question : comment ont-ils pu arriver au pouvoir démocratiquement, emporter le suffrage populaire et donc aussi celui des travailleurs, avec un programme de mise au pas de la classe ouvrière ? Alors que la gauche radicale, supposée défendre les intérêts du plus grand nombre, peine souvent à arriver démocratiquement au pouvoir où que ce soit dans le monde

Quelques mois de recul peuvent nous aider à éviter les interprétations excessives. Trump n'a pas transformé l'Amérique. Une grande partie de son électorat est formé de la moitié républicaine et conservatrice du pays, qui aurait de toute manière voté républicain, quel que soit le candidat. Trump n'a pas inventé le machisme et le racisme. Il reste des endroits aux Etats-Unis où l'on accroche

volontiers des couilles de taureau à l'attache-remorque de son « truck ». Les années ont passé, mais beaucoup des Américains les plus âgés ont grandi dans une Amérique où le racisme et la discrimination étaient la règle, et qui vivent sans doute mal le fait que les valeurs d'alors soient maintenant « politique-



ment incorrectes ». Au point que le président sortant soit une personne qui, dans leur enfance, n'aurait pas pu utiliser les mêmes toilettes publiques que les blancs.

Ce qui est important pour nous, c'est que Donald Trump ait pu aussi attirer un public qui sociologiquement ne lui était pas acquis : la classe ouvrière de la « rust belt ». Et même si ce phénomène est marginal dans son électorat, c'est le petit plus qui, s'additionnant à la base républicaine traditionnelle, lui a permis d'emporter l'élection. Car ce qui a été déterminant dans sa victoire, c'est d'avoir obtenu les états industriels du Nord-Est : Michigan, Indiana, Ohio, Pennsylvanie, à l'exception de l'Illinois (état d'origine de Mme Clinton). La « rust belt », c'est la « ceinture de rouille », l'ancienne « Manufacturing Belt », le cœur de l'industrie traditionnelle des Etats-Unis : métallurgie, sidérurgie, industrie automobile. Cette région est bien connue des fans de Michael Moore. Car le déclin industriel de sa ville d'origine, Flint (Michigan), est le sujet de son premier documentaire « Roger et moi », dans lequel il cherche à interpellier directement le PDG de General Motors sur sa décision de supprimer 30 000 emplois dans cette ville qui est

aussi le berceau de la marque. Le film date de 1989. 27 ans déjà que les ravages sociaux des délocalisations, alimentées par une organisation internationale de l'économie pour et par les multinationales, sont dénoncés. 27 années d'inaction politique totale face à un phénomène de nature à déstabiliser totalement la société. 27 années de guerre économique, pendant lesquelles le politique n'aura fait que faciliter la destruction sociale, à gauche comme à droite.

Lorsque la gauche abandonne ses vrais combats

Qui peut croire Donald Trump quand il prétend qu'il va faire rendre gorge aux multinationales ? Peu de

monde. Mais qui pourrait croire les autres candidats lorsque, eux, ne disent strictement rien sur le sujet ? Plutôt Trump, peu crédible mais qui au moins en parle, plutôt que les autres qui ignorent le problème, et en sont donc des complices objectifs. Un autre pourtant a souligné le problème et en a fait un thème central de campagne : Bernie Sanders. Et il est éclairant de constater que c'est dans ces mêmes Etats de la « rust belt » que Bernie Sanders a eu le plus de succès aux primaires démocrates. Les électeurs seraient-ils subitement passés de la gauche radicale à la droite populiste ? Rien de si mystérieux. Ils se sont tournés vers ceux qui avaient mis le doigt sur leur véritable problème. Et à défaut de pouvoir continuer à soutenir le plus crédible, Bernie Sanders, exclu au profit de Mme Clinton, ils se sont tournés vers l'autre qui en parlait, même classé à droite, même bouffon et milliardaire. Au moins il en parlait avec vigueur, s'en prenant directement au pouvoir des multinationales.

Quelle leçon en tirer ? Qu'il est temps de se réveiller et d'arrêter de se lamenter. Car c'est avec les mêmes arguments, *mutadis*

Suite page 12

L'affaire Publifin, plus qu'un scandale éthique

Julien Hannote et Freddy Visconti

Les annonces tombent tous les jours, les agences de presse ne suivent plus ! Depuis la fin de l'année dernière, chaque jour apporte sa nouvelle révélation aux différents dossiers de primes, jetons de présence et autres salaires indécents dans des structures qui sont liées ou ont encore le statut d'intercommunales, c'est-à-dire des entreprises publiques créées pour... réaliser des missions de service public d'intérêt communal !

L'arroseur arrosé !

Ceux qui se disaient vouloir rénover la politique, être plus blancs que propres parmi les défenseurs de la ligne dure d'austérité, ne sont pas en reste, comme le Parti Populaire¹ dont le Président Mischaël Modrikamen a annoncé : « *Le Parti populaire portera plainte avec constitution de partie civile contre X vendredi, pour abus de biens sociaux, détournement, escroquerie et prise illégale d'intérêts* ». Technique habituelle de l'extrême-droite qui porte plainte pour tout et n'importe quoi à défaut d'arguments politiques un peu sérieux. « *Le Parti populaire réclame l'euro symbolique mais espère que la procédure judiciaire permettra de "bouleverser le paysage politique en profondeur" pour le réformer. D'autres plaintes, sur des sujets connexes, pourraient être déposées ultérieurement.* » et blablabla... BOUM ! Voilà qu'on apprend qu'un élu communal du PP verviétois, Bruno Berrendorf a été pris la main dans le sac. Il est un des nombreux administrateurs de Publifin. Petite enquête chez Cumuleo² et on apprend que « *l'heureux élu* » avait 17 mandats dont 7 rémunérés. Il est aussi administrateur de FINIMO, une intercommunale du type de Publifin mais sur Verviers. Par ail-

leurs, il est vice-président du PP. Surprise, on apprend aussi que Ruddy Waselynck, membre du Bureau politique du PP et conseiller communal à Frameries, dispose de 8 mandats dont 7 rémunérés. Administrateur à l'HYGIEA (les poubelles de Mons-Borinage-Centre) et à l'IDEA (aménagement du territoire).

Le Parti Populaire porte ses attaques dans son journal *Le Peuple*, s'étant approprié le nom de l'ancien journal du Parti Socialiste créé en 1884 (comme Voruyt en Flandre) et abandonné, en 1988, par ce parti sans même se soucier de le protéger. Le PP donc, à longueur de colonnes crache son venin raciste (sa marque de fabrique) et fustige les partis au pouvoir en promettant une opération « *Mani Pulite* » en Belgique. Pas de chance, voilà le PP pris la main dans le sac ! Quel comédien ! À l'instar de son idole Marine Le Pen, le Parti Populaire démontre que ces partis d'extrême-droite sont dangereux, ils manipulent les électeurs pour pouvoir « faire comme les autres » une fois au pouvoir.

Pas une question communautaire mais de système

La Flandre n'est pas plus épargnée avec Publupart où deux élus communaux gantois, les échevins Tom Balthazar (sp.a) et Christophe Peeters (Open Vld) ont dû démissionner. Le plus haut représentant de la N-VA au gouvernement, Siegfried Bracke, Président de la Chambre à 16.800 euros nets par mois s'en va grappiller quelques malheureux 12.000 euros bruts par an pour un siège de conseiller à Telenet (équivalent de VOO en Flandre). Jamais assez, vraiment ! Révélé par un quotidien flamand, on apprend que la maison-mère de Publupart, PubliLec, a grassement payé quatre consultants depuis 2012. En 2015, ils ont obtenu 425.000 euros, soit un salaire brut mensuel de 8.850 euros. Depuis 2012, cela

revient à 1,7 millions d'euros. Les Flamands et les Wallons ensemble ? Et pour cause, il ne s'agit pas d'un problème de politique régionale mais d'un problème lié au système capitaliste même. Nous pouvons observer des deux côtés de la frontière linguistique les mêmes types de constructions capitalistes qui s'imbriquent : Investissement dans des fonds douteux qui investissent dans les armes chimiques, telle la société Rheinmetall (Publupart) ; production électrique en République Démocratique du Congo, via la société belge SA Électricité du bassin de Ivgha, dirigée par le bras droit de Stéphane Moreau, PdG de Nethys (Publupart) ; Création de trusts pour le contrôle des moyens de production énergétique autour de Nethys ; Investissements ou participations dans la presse et les médias (*Moustique, L'Avenir, Telenet, Voo* et même dans des journaux étrangers)... Rien à voir avec l'objectif des intercommunales.

Au fond, nous avons devant nous la parfaite illustration de la collusion des intérêts économiques privés et d'une partie du monde politique créant des nébuleuses aux noms sans rapport avec la réalité de leur activité. Et ce, dans le plus grand mépris des citoyens. Tout avait commencé en 2007 avec la libéralisation du secteur électrique votée... par le parti socialiste, avec pour conséquences, la séparation du réseau de distribution et du secteur de la vente aux consommateurs, l'augmentation des prix du marché de l'électricité et la concurrence entre travailleurs auxquels on imposait deux choix : réduction des salaires ou licenciements. La sacro-sainte libre-concurrence n'a jamais profité aux travailleurs. C'est ainsi que l'écart se creuse entre la classe politique et les citoyens. Certaines personnes impliquées qui disent n'avoir rien à se reprocher, ont essayé d'expliquer

¹ 7sur7- 23-02-2017
² www.cumuleo.be

qu'il ne fallait pas démanteler ces intercommunales parce qu'elles étaient rentables, ou encore que ce serait mettre à mal le poids de villes telles que Liège dans un centre décisionnel et économique indépendant de l'étranger, ou enfin que ces structures avaient permis de sauvegarder l'emploi. Mais de quel poids, de quel rôle décisionnel parlent-ils ? Pas celui des quelques 2600 travailleurs et « collaborateurs » de Publifin. Ni celui de la population liégeoise pas consultée. Alors que d'un côté, il y a des précaires énergétiques, de l'autre, il y a des personnes comme Alain Mathot, Bourgmestre « socialiste » de Seraing, qui gagne 265 000 euros par an et qui grâce à sa fonction de patron d'Almaure SA, est devenu président du Conseil d'administration de Newin, filiale de Nethys.

La corruption est légale mais l'éthique est cynique

La classe politique et les sociaux-démocrates (PS et cdH) n'ont pas retenu les leçons des scandales de 2005. L'écart entre la bourgeoisie politique et les travailleurs du pays ne fait que se creuser. Elio di Rupo a bien tenté, tristement, de redonner une image proche des ouvriers à l'occasion des funérailles de Gaston Onkelinx, ancien bourgmestre de Seraing décédé fin janvier, parlant d'un socialiste d'exception. Il n'était peut-être en effet qu'une exception au sein du parti socialiste... En témoigne l'intervention de Jean-Claude Marcourt, le 31 janvier 2017,

qui, nous le savions déjà, a complètement oublié le sens du mot socialiste, intervention annonçant qu'il serait bon de privatiser une partie de Nethys par une entrée en bourse. Privatiser et socialisme réel ne font pas bon ménage. Derrière Jean-Claude Marcourt, ministre de l'enseignement supérieur, on retrouve les mêmes acteurs qu'il y a 10 ans auprès du parti socialiste quand il a voté la libéralisation du secteur de l'énergie : le bureau d'études Mc Kinsey, qui a lancé la grande restructuration de la sidérurgie wallonne en 1975 (on voit ce qu'il en reste) et qui « conseille » en 2017 la ministre Marie-Martine Schyns pour l'enseignement !

Ensuite, la valse-hésitation de la mise en place d'une commission parlementaire et les négociations pour maintenir le plus longtemps possible certains partis hors du débat, ne redonneront certainement pas de crédibilité à ces partis. Ils ont tout fait pour contrôler, maîtriser, étouffer les affaires mais sous la pression populaire de plus en plus grande, les partis au pouvoir ont du concéder la Commission d'enquête, tout en continuant, de manière larvée, à freiner les investigations au maximum. Un lecteur attire notre attention sur le fait que si le « malade imaginaire » André Gilles, président des conseils d'administration de Publifin et de Nethys, se permet de se moquer effrontément de la Commission d'enquête parlementaire, c'est qu'il se sent soutenu par sa direction politique. Les dirigeants politiques qui veulent présen-

ver au maximum les amis pratiquent un double langage. Pour remédier à ces situations, certains vantent la fameuse « transparence », celle que chacun appellerait de ses vœux. Parler de transparence, c'est éviter le problème de fond, à savoir l'incompatibilité d'un emploi privé avec l'exercice d'une fonction publique. La transparence n'est qu'un jouet offert à la masse pour lui faire croire qu'on est propre. Parler de morale n'a pas de sens dans le monde capitaliste. À cet égard, obtenir un véritable contrôle ouvrier des structures qui doivent servir à la population est une priorité absolue.

À ce moment-là, nous pourrions effectivement dire que les intercommunales ont un rôle décisionnel économique important et local. Pour arriver à cela, il faut empêcher toute participation du privé (plus de complexe mixte) dans une structure publique et toute embauche d'administrateurs « indépendants », comme l'ancien PdG de Cockerill-Sambre, Philippe Delaunoy. Face au réformisme social-démocrate, meilleur allié du capitalisme européen et qui a conduit cette libéralisation, il est clair que nous faisons le choix des travailleurs. Nous revendiquons de remettre en cause les directives « électricité » et « gaz » de la Commission européenne de 1996-1998 et de sortir des traités européens qui nous imposent une « libre-concurrence » impliquant la « libéralisation » (privatisation) des services publics (Traité de Rome dès les origines, ou plus récemment le traité de Lisbonne). ■

Pour la fermeture de Tihange 2 et Doel 3

Marie-France Deprez

Le 11 mars, il y avait 6 ans que la centrale de Fukushima explosait et le 26 avril, il y aura 31 ans que se produisait l'accident de Tchernobyl. Une manifestation a eu lieu à Anvers le 11 mars et une autre aura lieu à Liège le 23 avril (14h, gare des Guillemins). Ces lieux ne sont pas choisis au hasard, à Doel comme à Tihange fonctionnent des réacteurs dangereux dont la durée de vie a été prolongée au-delà du raisonnable.

La Belgique est un pays très peuplé et très nucléarisé mais les plans d'évacuation sont mal conçus. Pourtant, les centrales sont situées près de grandes villes. Anvers par exemple, on y trouve plus de 16 hôpitaux, plus de 4500 lits à déplacer ! On parle beaucoup de la quantité des pastilles d'iode mais ce n'est qu'un point parmi tous ceux qu'il faudrait organiser : évacuation, soins, décontamination.... Le coût de l'extraction, le problème des déchets, le lien intrinsèque entre centrales et armement nucléaire, tout cela est tu. Interrogeons-nous sur les raisons de cette propagande, réfléchissons aux alternatives énergétiques, sociétales et d'emploi.

Aujourd'hui, la bataille se concentre sur les réacteurs de Tihange 2 et Doel 3, la décision de les maintenir en fonctionnement ne tient aucun compte du risque encouru par les populations. Le simple fait que si l'on proposait aujourd'hui un métal présentant les caractéristiques de celui de T2 et D3 pour de nouvelles cuves, il serait refusé, n'a rien de rassurant ! Des militants belges, allemands et néerlandais (Aix-la-Chapelle et Maastricht sont sous les vents des 2 sites) nous alertent. Ils nous proposent de faire une chaîne humaine de gokm entre Tihange, Liège, Maastricht et Aix-la-Chapelle, le dimanche 25 juin. La présence de chacun comptera. En serez-vous ? ■

<https://www.chain-reaction-tihange.eu/fr/>

1917 - 2017 : un siècle d'Histoire et des questions*

Vladimir Caller

On peut dire que tout commença au début du mois de janvier 1905 avec le licenciement brutal d'une poignée d'ouvriers des usines d'armement et de construction navale Poutilov à Saint-Petersbourg et la grève qui s'ensuivit immédiatement. Cette usine, la plus importante de l'empire russe, comptait une dizaine de milliers d'ouvriers et était au centre de l'agitation révolutionnaire que connaissait un pays embarqué, par ailleurs de manière désastreuse, dans l'aventure de la guerre russo-japonaise. La grève ne tarde pas à se répandre impliquant des centaines de milliers d'ouvriers qui décident alors de manifester devant le Palais d'Hiver de manière à porter leurs doléances au tsar Nicolas II. Ce dernier, qui séjournait dans sa résidence d'été, chargea ses officiers de mettre de l'ordre, ce qui fut fait sans trop de retenue, puisque « l'ordre » revint au prix de plusieurs centaines de morts (certains historiens parlent de milliers). Dès lors, ce 22 janvier est connu dans le calendrier symbolique russe comme le « dimanche rouge ».

Si l'on ne peut pas considérer les journées de janvier (ni en général celles de l'année 1905) comme faisant partie *stricto sensu* de la révolution bolchévique de 1917, l'on doit retenir trois faits majeurs de ces évé-

nements dont les conséquences font partie de l'histoire révolutionnaire qui s'annonce. Le premier est que la jonction entre la propagande révolutionnaire des « rouges » et la brutalité sans limites de la répression instaure une fracture durable entre la population et l'autocratie tsariste. Le second est la participation croissante des soldats aux activités protestataires et insurrectionnelles, car ils étaient sensibilisés aux campagnes des activistes révolutionnaires contre l'aventure guerrière dont ils étaient les premières victimes. Enfin, pour mieux organiser la résistance aux attaques des forces impériales, des ouvriers, des paysans et des soldats cherchent ces jours-là à s'organiser en conseils (« soviets » en langue russe), dénomination que l'histoire se chargera de consacrer.

Le mois de février 1917

Si le 22 janvier 1905 fut rouge, on peut dire que le mois de février 1917 le fut tout autant. Cette fois encore c'est à Petrograd, que l'étincelle eut lieu à l'occasion d'une manifestation populaire massive, le 23 février. Ce jour-là, de très nombreuses femmes manifestent contre la décision du gouvernement de réduire le maigre soutien aux foyers des soldats qui se trouvent sur le front. Ce sont en bonne partie des ouvrières des usines textiles et des industries métallurgiques qui espèrent profiter du fait que le jour prévu de la manifestation est aussi la journée internationale des femmes (le 23 février orthodoxe tombe le 8 mars du calendrier grégorien). Date sans incidence dans l'état d'esprit des troupes qui tirent sans état d'âme sur les manifestantes, provoquant encore des centaines de morts. Le général Kornilov dirige la répression mettant en œuvre l'ordre du tsar Nicolas de « faire cesser ces désordres par la force, et ce avant demain ». En outre, ce dernier dissout la Douma, le parlement russe créé après les révoltes de 1905. Mais, cette fois la gestion de la violence contre les manifestants connaît un fait inédit : quelques unités de

l'armée et de la police refusent de tirer sur les travailleurs ; plus grave encore, certains d'entre eux se joignent aux protestataires.



Les événements se précipitent. Le 3 mars, le tsar Nicolas abdique et est mis en résidence surveillée par les cercles du soviet de Petrograd. Son frère, pressenti dans la lignée d'aspirants au poste, refuse de lui succéder, ce qui favorise la constitution d'un double pouvoir : d'un côté un Gouvernement provisoire présidé d'abord par le prince Lvov et par après, par Alexander Kerenski et de l'autre, le Conseil des Soviets formé au cours des révoltes par des ouvriers, des paysans et des soldats, eux-mêmes dans une très large majorité d'origine paysanne. L'abdication du tsar permet au Gouvernement provisoire de se proclamer autorité à sa place consacrant ainsi l'abolition du tsarisme et la naissance de la république ; tout ceci dans un pays engagé à fond dans la première guerre mondiale.

* À l'occasion du 100^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, Le Drapeau Rouge se propose de présenter dans chacune de ses éditions de cette année, des articles et analyses à propos de ce grand événement de l'histoire moderne. Cette édition se propose de faire une présentation très sommaire de la période 1905-1930, c'est-à-dire du début de la période révolutionnaire qui allait conduire les bolchéviques au pouvoir jusqu'à la fin de l'expérience de la NEP en 1930. Un deuxième article traitera la période de 1930 jusqu'à la fin de l'URSS en 1991.

Pendant ce temps Lénine, qui de son exil en Suisse maintenait un contact étroit avec ses camarades, prépare son retour en urgence ; il arrive par train à la gare de Petrograd le 3 avril ; il rédige pendant le trajet ses fameuses « Thèses d'Avril », titre d'un long article esquissant la voie à suivre pour arriver au pouvoir. Dans ce texte, il enjoint ses camarades à n'apporter aucun soutien au gouvernement provisoire, à exiger une paix immédiate sans annexions ni cessions, à nationaliser les banques et l'essentiel de l'économie, à établir la République des soviets.



La réaction tsariste, l'aristocratie russe, les grands propriétaires terriens et les patrons d'industrie chaque fois plus puissants dans un pays qui connaissait un grand développement industriel, ne pouvaient pas supporter tant de désordre et des menaces à la tranquillité de leur règne. Ils organisent alors la révolte contre le Gouvernement provisoire incapable selon eux de faire face à la révolte des « rouges ».

Le putsch a lieu le 30 août sous le commandement du général Kornilov, commandant en chef de l'armée, à ce moment, ses troupes prennent le nom d'armée blanche pour se différencier des « rouges ».

L'assaut final

Les 25 et 26 octobre 1917, les insurgés, dirigés par Lénine, Ovanov et Trotski, prennent le Palais d'Hiver, siège du gouvernement russe, sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ». Deux semaines après, la guerre civile éclate. Le 12 janvier 1918, le Congrès des soviets approuve la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », une sorte de Déclaration des droits de l'homme dans le cadre de la lutte de classes. Le 5 mars, le parti bolchevique prend le nom de Parti communiste.

Le 17 juillet, toujours en 1918, le tsar et sa famille sont exécutés alors que l'armée blanche s'approchait dangereusement des lieux et risquait de les récupérer. Dans ce cadre, la bipolarité du pouvoir entre la Douma et le Gouvernement provisoire, d'un côté, et les Soviets, de l'autre, devenait intenable surtout à propos du sujet majeur du moment, à savoir la poursuite

ou non de la guerre. Le Gouvernement provisoire tenait absolument à la continuer tandis que les soviets, et notamment les bolcheviques dirigés par Lénine, s'y opposaient avec la même détermination.

Le traité de Brest-Litovsk

Ce fut plus qu'un traité. C'est un sujet devenu pierre blanche de la science politique de gauche, notamment. Il concerne la légitimité ou non du compromis et du renoncement en vue d'objectifs politiques plus élevés ou considérés comme tels. Lénine est favorable aux compromis et aux renoncements si cela permet de préserver l'option socialiste. Ce fut l'esprit de l'armistice signé avec la Triple Alliance (dominée par l'Allemagne) annonçant de très importantes concessions en territoires et en ressources. Dans le parti bolchevique, le débat fait rage ; certains, dont Boukharine, parlent de capitulation. Cet armistice est le prologue du traité de Brest-Litovsk par lequel la jeune république bolchevique accepte de mettre fin aux combats sur le front oriental tout en

perdant des parties importantes de son territoire et en acceptant d'indemniser le Reich avec une centaine de tonnes d'or. À noter que lors des négociations finales, Trotski fit preuve de lucidité et de réalisme en se pliant aux positions de Lénine. À noter également que, si des révolutions, notamment en Allemagne, avaient eu lieu avec succès, la Russie n'aurait pas dû s'incliner si facilement. Sur ce point, la position de Trotski de « révolution permanente » a été contredite par la réalité historique. À noter finalement, que la jeune république soviétique récupéra avec largesse les territoires perdus lorsque l'Allemagne vaincue signa l'armistice du 11 novembre.

La Nouvelle Politique Economique (NEP)

Pays de contrastes, la Russie tsariste, essentiellement rurale, connaissait en

même temps au début du siècle un essor industriel impressionnant. Les effets de la Grande Guerre, la défaite, les révolutions et l'arrivée au pouvoir des bolcheviques, puis la si meurtrière guerre civile et les interventions militaires étrangères, tout ceci mit le pays dans une situation tout simplement intenable. C'est dans ce cadre que, en 1921, Lénine décide de faire « marche arrière » et de libéraliser partiellement la vie économique avec la NEP. Une approche pas si différente, dans son esprit, de celle du traité de Brest-Litovsk sur le plan de la guerre militaire. Avec une nuance énorme : la disparition de Lénine en janvier 1924 permit à Staline de mettre fin de manière progressive mais déterminée à cette expérience (elle fut officiellement arrêtée en janvier 1930), alors que le premier avait souhaité qu'elle soit de très longue durée. À sa place, fut lancée une politique très radicale d'étatisation de la vie économique, surtout agraire, avec une très violente campagne contre les koulaks (paysans riches), ainsi qu'une politique de soutien total à l'industrialisation. Cette évolution

de la révolution d'octobre invite à se poser deux questions : une politique volontariste d'industrialisation était-elle nécessairement incompatible avec la NEP ? Et surtout, quel aurait été le devenir de la révolution si la NEP avait



continué le temps que Lénine avait prévu ? Cette question est loin d'être anecdotique. Quelques décennies plus tard, lorsque le déclin du pays et de son expérience se faisaient sentir, quelques dirigeants soviétiques, comme Alexis Kossyguine dans les années 70 ou Iouri Andropov pendant la décennie suivante, ont essayé ou, au moins, songé à essayer de sortir de la sclérose qui tenaillait l'économie soviétique et qui allait finalement l'épuiser et la désagréger. Tentatives qui échouèrent dans le premier cas à cause de la résistance de la ligne Brejnev et, dans le second, suite au décès inattendu d'Andropov. ■

Fidel ou le défi à la mondialisation capitaliste

(Souvenirs personnels - Deuxième partie)

François Houtart

Le Forum social mondial

À la veille du Forum social de Mumbai en Inde (2004), un séminaire fut organisé à La Havane sur l'actualité du marxisme, auquel participa Fidel. J'avais choisi pour thème: une analyse marxiste du FSM, à présenter au sein d'un panel de 4 personnes, où chacun disposait de 15 minutes. Le premier intervenant, un Chinois fit un éloge interminable de Fidel, avant d'entrer dans son sujet. Suit un latino-américain, intarissable. Isabel Rauber, une collègue qui me précéda, respecta son temps. Quand vint mon tour, selon l'horaire, il ne me restait plus d'espace. « *Mes prédécesseurs ont mangé toutes mes minutes, déclarai-je, aussi, selon l'exemple du commandant, j'essaierai d'être bref.* » Cela provoqua l'hilarité y compris du commandant, qui à plusieurs reprises, par la suite, quand il m'avait repéré dans l'auditoire, commençait ses discours en pointant son doigt et disant : « *Je serai bref* » et il parlait durant 4 heures.

Quand je terminai mon intervention, Fidel demanda la parole : « *C'est au moment où de nouveaux gouvernements se mettent en place en Amérique latine et que l'impérialisme devient plus agressif, que le FSM décide de quitter le continent et d'aller en Inde. Pourquoi ?* » Ma réponse fut brève : « *Si le FSM veut être réellement mondial, il doit tenir ses assises dans les divers continents* ». « *Non,* répondit Fidel, *c'est le résultat d'une décision d'Européens, avec la complicité de quelques Brésiliens* ». Je répondis : « *Commandant, je ne crois pas, en l'occurrence, à une théorie des complots. C'est bien plus simple. Il s'agit d'internationaliser le Forum. Dire qu'il doit rester en Amérique latine, c'est du latino-américano-centrisme* ».

Cela provoqua une explosion de protestations. Non seulement, j'avais osé contredire le leader suprême, mais c'était interprété comme une attaque contre Cuba. Dans le tumulte, quelques-uns défendaient ma position, notamment un syndicaliste, membre du Conseil international du FSM. La majo-

rité appuyait le commandant. Abel Prieto se leva : « *François, tu ne peux accuser Cuba d'américano-centrisme, alors que nous avons appuyé la lutte du Vietnam, combattu en Angola contre l'intrusion de l'Afrique du Sud, envoyé des dizaines de milliers de médecins dans les lieux les plus déshérités du monde, formé des centaines de spécialistes du sud dans nos écoles* ».

Je répondis « *Cela n'est pas remis en question et tout le monde le reconnaît, mais affirmer que le FSM doit rester en Amérique latine, c'est du latino-américano-centrisme* ». La discussion reprit de plus belle. Fidel redemanda la parole : « *Y a-t-il des mouvements sociaux en Inde ?* » Je répondis : « *Commandant, non seulement ils existent, mais ils ont des dizaines de fois plus de membres qu'en Amérique latine* ». Le débat se poursuivit, bouleversant le programme de l'après-midi, lorsque Fidel déclara : « *Il est 4 heures et nous devons déjeuner* ». La session reprit à 5 heures, avec les mêmes controverses, jusqu'à la fin du jour. Quelques mois plus tard, je revis Abel Prieto, qui me déclara que Fidel lui avait dit : « *C'est lui qui avait raison* ».

La maladie de Fidel

En 2006, Fidel allait célébrer son 80^e anniversaire. J'arrivai dans l'île quelques jours avant, au moment où l'on annonça son grave état de santé. Abel Prieto, ministre de la Culture, envoya sa voiture de fonction à l'aéroport (une vieille Lada en panne d'amortisseurs). Il me demandait de collaborer à l'élaboration d'un texte à faire signer par le plus grand nombre possible d'intellectuels et d'artistes à travers le monde, pour mettre en garde contre toute intervention extérieure.

Le travail fut intense. La première rédaction affirmait avec emphase la juste cause de l'héroïque peuple cubain. J'objectai que cette littérature serait imbuvable à l'extérieur. On refit plusieurs versions. Finalement, je proposai l'exclusion de tout adjectif et de tout adverbe. Le projet définitif fut achevé un vendredi

fin de journée. Or, sa présentation était annoncée pour le lundi matin. En moins de trois jours plus de 400 signatures furent obtenues, dont 4 prix Nobel. Les Cubains voulaient à tout prix la signature de Noam Chomsky, le linguiste américain, qui était toujours resté critique vis-à-vis de l'île. Par email, j'insistai auprès de lui et il signa.

Le lundi matin, la salle internationale de presse était comble. Les 4 principales chaînes américaines étaient présentes. Les Cubains m'avaient demandé de présider la conférence et de lire le texte avec les principales signatures. Cependant, il était clair que les journalistes n'étaient pas là pour entendre cette déclaration. Ils voulaient des nouvelles de la santé de Fidel. Dès le début, je leur dis que nous n'avions rien à dire sur ce sujet. Parmi les questions, un journaliste me demanda ce que j'aurais à recommander aux évêques du pays. Je répondis que je n'avais aucun conseil à donner et que la conférence épiscopale avait d'ailleurs pris position dans une lettre pastorale, courte mais claire. Elle demandait des prières pour Fidel et pour le nouveau gouvernement, affirmant qu'aucune intervention extérieure ne serait justifiée.

Réunions avec les intellectuels

À deux reprises, au début de la décennie de 2010, à l'occasion de la Foire du livre, événement culturel qui réunit jusqu'à un million de personnes à travers l'île, se déplaçant de villes en villes, Fidel convoqua une soixantaine de participants pour des échanges d'opinion. Son état physique n'était guère brillant, ce qui ne l'empêchait pas de passer 7 à 8 heures à cet exercice. Intellectuellement parlant, il était parfaitement lucide. Il introduisait le débat, demandant à chacun de s'exprimer et prenait beaucoup de notes. Lors de la première session, il aborda la question des dégâts écologiques, thème qu'il avait traité depuis plus de 20 ans, avant tous les autres. Je fus impressionné de sa connaissance du domaine, ayant dû aborder le sujet en écrivant un livre sur l'agro-énergie. Il citait de

mémoire de nombreux chiffres et développait une pensée montrant les contradictions du développement capitaliste détruisant la nature. Ses mises en garde étaient dramatiques, en même temps qu'il indiquait des solutions.

Lors des échanges, je fus aussi amené à intervenir, développant l'idée du Bien Commun de l'Humanité, comme paradigme de vie, face à celui de mort du capitalisme (dévastation de la nature et économie sacrifiant des millions de vies humaines pour la croissance). Le texte complet de cette intervention fut repris en annexe du livre qui relata le contenu de cette réunion. Fidel accorda à Ruth Casa Editorial, dont Carlos Tablada était directeur et moi-même président, les droits de publication en ebooks, de tous ses ouvrages.

Au cours de la seconde session, un an plus tard, Fidel fit longuement part de son inquiétude face à la dépolitisation de la jeunesse (un fait pas seulement cubain). Prenant les acquis de la révolution comme un fait accompli, n'ayant pas eu à lutter pour les obtenir, recevant une formation marxiste digne du petit catéchisme de l'Église d'avant le Concile Vatican II et attirés par les images d'une consommation débridée de la minorité la plus visible du monde capitaliste, ils sont amenés à réagir contre l'austérité du système cubain, sans publicité commerciale, mais aussi sans grande participation politique. Même s'ils restent très sensibles aux valeurs de la nation cubaine et pas nécessairement hostiles à la révolution, ils se désintéressent de la chose publique pour développer des valeurs plus individuelles, désirant découvrir le monde par eux-mêmes. Évidemment, ils n'ont aucune expérience existentielle des sociétés du Sud qui les entourent, prenant comme modèle les classes moyennes minoritaires, mais en expansion. Fidel était conscient de cet état de choses et demanda des avis. Malheureusement, on était en fin de journée et il n'y eut guère de réponses.

Revenons au rôle du parti dans la conscientisation populaire, sa tâche

principale. Il est difficile d'échapper à l'institutionnalisation bureaucratique, qui menace tous les appareils idéologiques, y compris les Églises, et dans le champ politique, d'éviter que des organes de participation ne se transforment



en instruments de contrôle (le cas des Comités de Défense de la Révolution). Il s'agit là de mécanismes sociaux, que certes, on peut surmonter par une référence éthique. L'aspiration à Cuba est de plus d'ouverture, suite à une crispation due aux duretés de la lutte et à une certaine conception du pouvoir. Le parti unique pose aussi problème aux adeptes de la démocratie bourgeoise, habitués à la pluralité des organisations politiques. Ils oublient que, dans ce système, les avantages réels du pluralisme et d'une liberté des religions, de la culture, des organisations non gouvernementales, de la presse, et j'en passe, sont conditionnés par un unique paramètre : ne pas remettre en cause de manière efficace les rapports capital-travail, c'est-à-dire l'essence de la logique capitaliste. Dans le cas contraire, c'est la répression, la mise en place des dictatures (en Amérique latine, dans les années 60 et 70), les embargos, la guerre.

À la base, la démocratie cubaine est réelle : les membres du parti sont soumis à une approbation populaire. Un ministre libéral luxembourgeois, qui connaissait bien Cuba, me dit un jour : « Il y a plus de démocratie dans le parti cubain, que dans mon propre parti au Luxembourg ». Dans le processus électoral, il y a aussi des candidats sans parti, mais au fur et à mesure des échelons qui dépassent le local pour arriver au régio-

nal et au national, l'hégémonie du parti s'affirme sans surprise, ce qui est une garantie pour la continuité du projet économique et social (avec des discussions sérieuses sur les moyens d'y parvenir), mais aussi un risque de paralysie et même d'abus (reconnus officiellement).

Cependant, on ne peut oublier le poids de la lutte. Après la victoire de 1959, quelques 600 partisans de Batista furent fusillés¹. Lorsque le général Ochoa, héros de la guerre de l'Angola fut impliqué dans le narcotraffic, il paya de sa vie une telle déviation. Lorsque 75 opposants furent convaincus de recevoir des appuis financiers des États-Unis, ils reçurent de

lourdes peines. Trois jeunes noirs ayant séquestré un ferry furent fusillés. À ce moment, je n'eus pas l'occasion de parler avec Fidel, mais étant au Venezuela avec Carlos Lage, le premier ministre, je lui dis : « Vous avez fusillé 3 délinquants, mais aussi 10.000 de vos partisans en Europe ». Il me répondit : « Mais il faut expliquer », ce à quoi, je répondis : « Il y a des choses inexplicables ». Plusieurs fois, je discutai avec Abel Prieto de la peine de mort, qui mettait Cuba au niveau des États-Unis, mais la réponse était toujours la même : « C'est notre seul moyen de pression contre les USA ». Cuba cependant déclara un moratoire. Quelques mois plus tard, Lage et le ministre des affaires étrangères furent destitués pour manque de loyauté et utilisation excessive des privilèges du pouvoir. Le premier reprit son travail de médecin et le second d'ingénieur.

Réaffirmer les principes de la révolution, tout en les adaptant aux nouvelles réalités, sans créer un processus d'accumulation individuelle ; réanimer la participation populaire en ouvrant des espaces nouveaux ; résister aux pressions extérieures du monde capitaliste, sont les grands défis à relever pour transmettre l'héritage de Fidel. ■

¹ En Belgique, après la seconde guerre mondiale, on fusilla plus de 1000 collaborateurs.

Suite de la page 4

On peut se demander pourquoi les employeurs ont encore voix au chapitre sur la répartition d'une enveloppe qu'ils n'approvisionnent plus. Par ailleurs avec sa récente loi de réforme, le gouvernement fragilise encore un peu plus le financement de la sécurité sociale, de sorte qu'on peut avoir de sérieux doutes sur le financement à terme de la revalorisation des allocations qui vient d'être décidée. Autre point jugé positif, la prolongation de certaines dérogations pour les fins de carrière. Le gouvernement a reculé l'âge de prépension à 60 ans, mais a permis aux interlocuteurs sociaux de prévoir un certain délai avant d'en arriver là. Ainsi, par exemple, la prépension en situation de restructuration reste à 56 ans (55 ans pour les restructurations de 2016). Il est aussi difficile de considérer cela comme une concession du patronat. En situation de restructuration, les employeurs sont les premiers à vouloir des prépensions, car c'est pour eux la voie la moins chère pour se débarrasser des travailleurs ayant le plus d'ancienneté.

- **Crainte qu'à défaut d'accord, le gouvernement ne fasse pire.** Avec un gouvernement qui toujours laisse planer la menace, à défaut d'accord, de prendre des mesures unilatérales en faveur des employeurs, la concertation est plus que biaisée. Tout accord est évalué avec le miroir déformant du « c'aurait pu être pire si le gouvernement avait pris la main ». Dans le cas de l'AIP, c'était la menace de l'arrêt de toutes les dérogations en termes de fins de carrière, la prépension à 60 ans sans exception et la possibilité que le gouvernement impose une marge d'augmentation salariale inférieure encore aux 1,1.

- **Prouver que la concertation sociale peut encore fonctionner.** C'est une préoccupation existentielle dans les organisations syndicales. Si, année après année, il n'y avait plus d'accord, cela donnerait du grain à moudre à ceux qui estiment que la concertation sociale a fait long feu et ne sert plus à rien. C'est l'épouse battue qui reste avec son tortionnaire pour préserver le couple et les enfants. On peut se demander si une « cure d'opposition », traduisez un véritable arrêt de toute

concertation sociale et une dénonciation sans concession du démantèlement social, ne serait pas meilleur pour l'image et la santé mentale des organisations syndicales, du moins tant que la concertation sociale reste un jeu de dupes.

La concertation sociale devait servir à arracher aux propriétaires des moyens de production une part, la plus grande possible, des gains de productivité en échange de la paix sociale. On en arrive à des accords « win win », qui ne doivent rien coûter au patronat au nom de la « compétitivité ». Il ne s'agit plus d'opposition de classes aux intérêts contradictoires, mais de trouver le dénominateur commun entre les intérêts des travailleurs et des employeurs, dans une concorde corporatiste.

Face à un gouvernement qui, attaque après attaque, n'a plus de limite à son ambition antisociale, il n'est pas sûr que faire le gros dos soit la meilleure tactique. Le seul vrai rempart est le soutien populaire. Et ce sont moins les grèves qui rendent les syndicats impopulaires que leur aveu de faiblesse. ■

Suite de la page 5

mutandis, que les nazis ont répétitivement gagné les élections en Allemagne : rendre au pays meurtri sa grandeur, sortir les citoyens du chômage et les remettre au travail. Si l'on ne veut pas le retour du fascisme, il faut cesser les discours prudents. On connaît les problèmes : une économie organisée sur mesure pour les nantis, pour qu'ils puissent mettre en concurrence tous les travailleurs et les démocraties du monde ; et organiser une spirale vers le bas des conditions de travail et de vie. Avec les conséquences que l'on connaît : un affaiblissement total du pouvoir politique tel qu'on ne peut plus parler de démocratie, car les élus s'avouent eux-mêmes impuissants.

Les électeurs en ont marre des élus non résolus à reprendre le pouvoir. Lorsque Donald Trump prétend qu'il forcera les multinationales à rapatrier leurs usines, qu'il imposera de telles taxes sur les récalcitrantes qu'elles seront forcées de plier, il démontre la volonté d'un homme

politique de reprendre la main. Comparé aux mandataires qui ont brillé par leur impuissance face aux élites financières, quand ils ne sont pas directement achetés par celles-ci, Trump s'est démarqué par un discours vigoureux. Il tranche avec l'abdication des autres. Bien sûr Trump a des convictions de droite et d'extrême-droite. On a du mal à croire qu'il agira contre sa classe et qu'il ferait plier les grandes entreprises contre leur intérêt. Ce qui semble se profiler c'est un pacte du diable : en échange de la réinstallation de leurs usines dans le pays, les multinationales se verraient garantir un détricotage social et le laxisme environnemental. « Revenez et vous pourrez exploiter et polluer sans entraves ».

Pendant des années, la gauche a laissé filer, sans oser remettre en question le dogme d'une mondialisation capitaliste

débridée. Au nom du « réalisme », et même lorsque le rapport de forces lui était favorable, la gauche n'a pas voulu redresser la barre. Et lorsque ce dogme est enfin remis en question, comble de l'ironie, c'est par un membre de la caste même qui a imposé ce système destructeur, et qui propose une alternative tout aussi prédatrice. Trump nous a volé notre classe. Il a réussi à donner plus d'espoir aux travailleurs que leurs représentants naturels. Il faut proposer autre chose aux travailleurs que des « accommodements raisonnables », des « compromis soi-disant de combat » et des « reculs tactiques ». Il est temps de reprendre la main, d'oser défier les puissants avec autant de détermination et d'impétuosité que Trump, mais pour installer une alternative de gauche, égalitaire, émancipatrice, écologique, et non un nouvel obscurantisme. ■

**Faire connaissance avec le Parti Communiste ?
Contactez-nous via notre site internet
www.particommuniste.be**

Spin Doctors : Panique à Bord

Roland Marounek

« Un agent de la CIA à Lusaka inventa quelques soldats cubains violant plusieurs jeunes filles angolaises. [...] Puis il imagina les victimes angolaises identifiant les violeurs. Puis il les fit exécuter par un peloton composé des femmes supposées avoir été violées. L'histoire des victimes abattant les violeurs cubains fut diffusée dans le monde entier le 12 mars 1976. Elle fut reprise par des journaux américains prestigieux comme le New York Times »

Ce récit d'un ex-agent de la CIA, John R. Stockwell, dévoile la manière dont des « fakes-news » peuvent être délibérément fabriquées puis reprises par des médias considérés "au-dessus de tout soupçon". Il serait naïf d'imaginer qu'il s'agit d'un cas isolé, appartenant à un passé révolu. Le « travail de l'opinion publique » fait partie des priorités essentielles de la politique occidentale, en particulier américaine. Carl Bernstein, le célèbre journaliste ayant dévoilé l'affaire du Watergate estimait à 400 le nombre de journalistes travaillant pour la CIA à travers le monde dans les années 70. À son tour, Udo Ulfkotte, correspondant d'un des principaux quotidiens allemands, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, fit son 'coming-out' en 2014 et affirma que comme lui, « beaucoup de journalistes de la corporation médiatique aux États-Unis et en Europe travaillaient pour une agence de renseignement. ».

Une grande partie des informations orientées concernent l'ennemi du moment, la guerre en cours ou celle que les pays de l'Otan préparent. C'est un lieu commun, « la guerre commence toujours par un mensonge ». La certitude parmi l'opinion publique que les médias du monde occidental disent toujours la

vérité leur est essentiel. Voici un très bref échantillon des histoires les plus connues. En 1990, quelques mois après le faux charnier de Timisoara, le journal *Le Monde* et tous les autres grands médias relaient la « fake new » des bébés koweïtiens jetés hors des couveuses par la soldatesque de Saddam Hussein. En 1999, parmi d'autres récits d'atrocités, les mêmes titrent sur les 700.000 victimes kosovares du génocide en cours perpétré par les Serbes ; le décompte final des victimes tourne autour de 5000, toutes ethnies confondues. En 2011, les mêmes font leurs unes sur le bombardement par Kadhafi de manifestants pacifistes, bombardement qui n'a jamais eu lieu, ils ont été obligés de le reconnaître par la suite.

Comme il fallait bien convaincre la population à soutenir 'nos braves soldats' envoyés pour mettre en ruine l'état libyen, on eut droit à un florilège de « fake news », des fantasques récits des atrocités commises par les mercenaires-fantômes enrôlés par Khadafi auxquels *Le Monde* apposait son certificat d'authenticité. Les grands médias auraient-ils surestimé l'amnésie du public face au fait que leurs mensonges soufflent systématiquement dans le sens des agressions occidentales ? Une partie du public en tout cas a commencé à mettre sérieusement leurs affirmations en doute. C'est le cas par exemple dans les commentaires en ligne. L'histoire de la « Gay Girl In Damascus » a été avalée avec peine ; celle de la fillette de 7 ans parfaite anglophone bloquant sous les bombes à Alep trouve à peine quelques inconditionnels.

Vent de panique

En 2016, il y a eu deux « coups de tonnerre » : le Brexit et l'élection de Donald Trump. L'essentiel n'est pas ici ce que l'on pense de l'un et l'autre événement, mais bien ceci : le fait que les électeurs ont, dans leur majorité, voté *contre* les injonc-

tions quasi unanimes du monde médiatico-politique. L'énorme bruit fait autour des « fake-news » vient évidemment de là. Il y a un sérieux problème : le peuple ne croit plus ce que leur servent les 'bons' medias. L'opinion qu'ils croyaient pouvoir si tranquillement travailler leur glisse des mains. La faute, analysent-ils assez

justement, en revient à ces médias 'alternatifs', dans lesquels les gens ont droit à d'autres sons de cloche que le discours dominant, voire à un démontage en règle de la propagande de guerre et des pré-supposés humanitaires. On peut citer, côté francophone, des sites tels que « *les-crisis.fr* », « *arrestsurinfo.ch* », « *investigation.be* »... surprise, ces mêmes sites se sont retrouvés mis à l'index, classés 'rouge' dans le nouvel outil de lutte contre les « fake news » de *Le Monde*, le fameux 'Decodex', chargé de guider le pauvre internaute sur le chemin de la « vraie » vérité.

On pourrait sourire mais cette initiative est bien moins anecdotique qu'il n'y paraît : car l'enjeu du 'smart' contrôle de l'opinion est énorme dans nos 'démocraties'. Il s'agit de faire accepter par l'opinion la guerre, froide ou chaude, contre l'ennemi désigné et par-delà de lui faire accepter les politiques militaristes. C'est ainsi que l'on assiste actuellement à une grande offensive concertée contre les médias russes, et les médias accusés en quelque sorte de *pacifier avec l'ennemi* en colportant leur propagande mensongère. Le Decodex n'est que l'un des avatars de cette offensive.

L'étape suivante pourrait bien être, vu la collaboration directe avec Google, la dés-indexation des références vers ces sites. Vu la place quasi exclusive du moteur de recherche de Google, cela revient à une censure déguisée. Il n'y aura plus qu'à passer à la censure directe, pour le bien de la « Vérité », de la « Démocratie » de la « Liberté » – et collatéralement, de nos Justes Guerres. ■



Perseverare diabolicum

L'intégrisme budgétaire des nouvelles normes comptables de l'UE

Guy Stroobants

Des organismes qui nous ont accoutumés à répandre la « bonne parole » ultralibérale, tels que le FMI, l'OCDE, et le Bureau du Plan semblent s'être réconciliés avec les conceptions keynésiennes, et plaident aujourd'hui pour l'adoption par l'Union Européenne de politiques de stimulation de l'économie par la relance des investissements publics. Cette rupture avec les dogmes sur lesquels étaient basés les avis, à base de rigueur budgétaire qu'ils prodiguaient jusqu'il y a peu à l'UE, est motivée par le pragmatisme. En effet, le constat est clair : l'application des règles budgétaires censées assurer la pérennité de l'Euro, a plongé l'économie européenne dans une période de stagnation. Ce constat est partagé notamment par Bruno Colmant (Economiste, Académie Royale de Belgique) dans l'Écho : « Dans tous les cas de figure, l'Euro gardera une empreinte désinflationniste, voire récessionnaire (...) La rigueur budgétaire découlant du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance de l'Union Economique et monétaire (TSCG) contribuera à ces tendances. »

Le contexte est favorable à une relance de l'économie par les investissements publics, en effet, les taux ont atteint des niveaux extrêmement bas, l'épargne est abondante et surtout, l'état de nos infrastructures la justifie amplement. La Belgique, conformément aux dogmes en vigueur à l'époque a suivi une politique de sous investissement, en divisant par deux ses investissements publics depuis les années 70. Le niveau d'investissement

actuel est insuffisant pour simplement maintenir les infrastructures existantes, donnant ainsi naissance à une « dette cachée » causée par leur dégradation : fermeture des tunnels bruxellois, état des routes, etc... Une simulation du Bureau du Plan a examiné les effets potentiels sur l'économie belge, d'une politique d'investissement public, notamment dans les infrastructures. Les résultats de cette simulation sont exposés dans un article de l'Echo intitulé : *Relancer les investissements publics doperait l'économie belge*. Cette étude conclut à un bilan positif : hausse du PIB, de la productivité, taux d'emploi en progression.

Le pragmatisme prôné par les FMI, OCDE et Bureau du Plan, n'est pas partagé par les autorités de l'UE. Elles poussent jusqu'à l'absurde l'intégrisme budgétaire en adoptant les nouvelles normes comptables du Système Européen de Comptabilité (SEC). Ces normes comptables introduisent de nouvelles contraintes qui ajoutent leurs effets néfastes à ceux des règles budgétaires déjà en vigueur.

Le diable est dans les détails

Un article également paru dans *l'Écho* (Arnaud Dessoix public Finance Belfius, Pierre Emmanuel Noël, Professeur à sc. Po Paris et au Collège d'Europe) intitulé *Les investissements publics ou la quadrature du SEC* dénonce le fait que ces nouvelles normes comptables ne prennent pas en considération : *les infrastructures nouvelles ou modernisées dans l'appréciation globale de la situation économique de l'État membre concerné. (...) L'investissement dans les infrastructures, outil essentiel de relance, (...) est aussi, et plus fondamentalement le garant de la compétitivité et de l'équité intergénérationnelle, et donc du maintien de notre modèle de société*. L'option politique qui transparait clairement de l'obstination de l'UE, consiste à marginaliser l'action des Etats membres en matière économique; cette option, c'est celle du « tout au marché ». C'est du pur intégrisme idéologique.

En privant les États membres de tout levier d'action dans le domaine économi-

que, le but cherché est de faire place nette aux multinationales, pour occuper toujours plus de domaines laissés vacants par les États. Or, le « tout au marché », la recherche du profit immédiat et maximum est antiéconomique. Le court-termisme ne permet pas d'opérer les investissements en matière de développement technologique, indispensables pour permettre à des régions comme la Wallonie de développer les entreprises à haute valeur ajoutée qui lui permettront de se relever après que le capital privé a retiré ses billes des secteurs à faible valeur ajoutée dans lesquels il s'était courageusement cantonné, et copieusement rempli les poches.

La lutte devra aussi être menée contre les projets de privatisation de BELFIUS, une banque aujourd'hui performante, relevée grâce à des fonds publics, après son explosion en vol à l'époque où elle était aux mains, de gestionnaires privés mégalomanes. Une plate-forme « *Belfius est à nous* », regroupant 21 syndicats et ONG a été créée pour lutter contre tout projet de privatisation de Belfius. Le manifeste de ce mouvement est accessible à www.belfiusestanous.be. Le débat à propos du rôle économique de l'État est tout sauf académique.

Actuellement, dans leurs luttes pour obtenir la juste part qui leur revient dans la production des richesses, les travailleurs se heurtent systématiquement au chantage à la compétitivité et à la délocalisation. Il ne s'agit plus, dans le chef des multinationales de rentabilité, mais de retour sur investissement à deux chiffres, même si pour cela, on recourt hors UE à des conditions de travail indignes et à la main d'œuvre infantine. Il est vital que les États gardent ou acquièrent de nouveaux leviers qui devront leur permettre d'impulser des projets dont le développement ne sera pas soumis au court-termisme, aux caprices de « l'économie casino », et qui offriront aux travailleurs une alternative au « tout au privé » en vigueur actuellement et qui leur a déjà occasionné de graves reculs de rémunération et de droits sociaux. ■

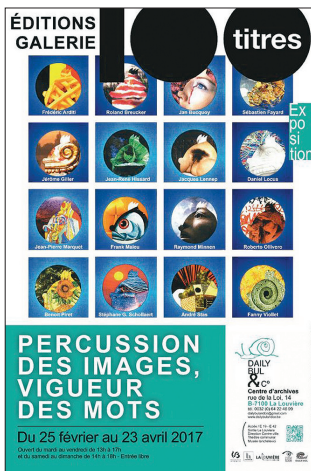
« Percussion des images, vigueur des mots »

Marc Pierret

À Bruxelles, Alain de Wasseige cultive l'irrévérence et l'impertinence par les œuvres des artistes qu'il défend depuis 30 ans dans sa galerie. En effet, la galerie *100 titres* a trouvé l'arme absolue pour contrer la dérive où sombre ce monde où domine l'individualisme, où les intérêts de quelques-uns grignotent les avancées arrachées de haute lutte, où s'attisent la haine et le rejet de l'autre. La dérision

et l'humour auront raison de cette hostilité omniprésente. C'est aussi la manière de voir de ces trublions louviérois du Daily-Bul, une maison d'édition, un centre d'archives et un lieu d'exposition fondée par Pol Bury et André Balthazar, en 1957. Aujourd'hui encore, sous la houlette d'Yves De Bruyn, l'institution demeure vivante, fidèle à la devise : « Rire de tout mais avec sérieux. »

Rien d'étonnant donc que réunis sous le titre : « *Percussion des images, vigueur des mots* », 16 artistes, déjà exposés à *100 titres*, se partagent la cimaise louviéroise. Chacun possède humour et ironie, chevilés à une Belgique libertaire et langagière. Le souci de confronter l'image au mot bouscule singulièrement les codes culturels installés.



Une large fraction du travail de Jacques Lennep est une application du concept qu'il a forgé dès les années 70, l'art relationnel, une relation structurale, narrative et sociale. Dans sa peinture, cette théorie l'amène à ce qu'il nomme ses « tableaux-textes », des images réalisées en noir et blanc, associées à des mots tracés à la craie ou composés au pochoir. Une démarche patiente et obstinée qui

aboutit à des œuvres non dénuées d'humour. Pensons à ce clin d'œil au fondateur de la psychanalyse : « J'ai rêvé de Freud ».

Si la peinture de Lennep privilégie le noir et blanc, Roberto Ollivero propose quant à lui une débauche de formes et de couleurs. Ses sculptures en polyester aux couleurs criardes et aux formes coléreuses adressent un pied de nez à l'ordre établi. L'artiste répond ainsi frontalement par sa démesure à l'aliénation, à la censure et au pouvoir en général. Le discours est ici, consciemment ou non, politique. Ollivero en a marre de la passivité, il s'agit de résister. Ici encore l'artiste part de ses références philosophiques, scientifiques, linguistiques ou puisées dans l'actualité pour faire de cette affligeante banalité un grotesque étrange.

Un autre artiste bien à sa place au Daily-Bul n'épargne rien au monde qu'il dépeint : aussi féroce dans ses peintures que cruel dans ses sculptures. Par ces deux moyens d'expression, il crée un univers foisonnant où il met le doigt sur les tares et les ambiguïtés de l'existence humaine. Alain de Wasseige qui l'a exposé et édité note à propos de son œuvre : « *La force de Frank Maieu a toujours été de pouvoir montrer et raconter en une seule image des condensés ironiques et jubilatoires qui mêlent mythes et vie quotidienne, autobiographie et expressions populaires, commentaires grinçants et rigolards sur la tragique histoire des hommes. Ce moraliste, jamais moralisateur, est capable de produire une œuvre qui serait le pendant plastique, mais plus féroce et moins léché, des maximes des plus célèbres écrivains* ».

13 autres artistes participent à cette exposition, sorte de carte blanche à Alain de Wasseige, 16 créateurs réunis dans une tradition d'humour libertaire pour le bonheur du visiteur qui passe par La Louvière et s'arrête devant le Daily-Bul. ■

"Daily-Bul", rue de la Loi, 14 7100 LA LOUVIÈRE (064 22 46 94)

Du 25 février au 23 avril (entrée libre)
Mardi-vendredi, de 13:00 à 17:00 samedi-dimanche de 13:00 à 18:00

LECTURE

Jacques Moins
Un itinéraire engagé (1929-2011),
autobiographie de Jacques Moins.

Le CARCoB – Centre des archives du communisme en Belgique, soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles – vient d'éditer le livre autobiographique de l'avocat Jacques Moins, décédé il y a quelques années. Jacques Moins fut longtemps dirigeant du Parti communiste à Bruxelles. Ardent partisan de l'Eurocommunisme (voie démocratique vers le socialisme), il resta néanmoins lié

à l'URSS, en dépit des erreurs et déviances de celle-ci, clairement dénoncées. Ses mémoires, brutes de décoffrage, éclairent, sous un angle inédit, l'histoire d'après-guerre du PC belge, avec ses hauts et ses bas. Une somme de faits et d'opinions qui constituent un document très rare sur le passé du PC, et son rôle dans la vie politique du pays.



Vous pourrez l'y retrouver tel qu'en lui-même, indigné, drôle, parfois caustique et... sensible. Son regard sur la Justice, l'institution judiciaire et les partis communistes (entre autres) permet de mieux comprendre le sens de son engagement et de ses choix. ■

Jacques Moins, Un itinéraire engagé (1929-2011),
Bruxelles, Editions du

CARCoB, 2016, 230p. 15 €

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Charleroi : Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

La droite radicale a récupéré des notions oubliées par la gauche
Erik Rydberg • pp. 2-3

SOCIAL

Pourquoi conclure un tel « accord interprofessionnel » ?
Martin Willems • p. 4

ANALYSE

La leçon de Trump aux syndicalistes
Martin Willems • p. 5

ACTUALITÉ

Affaire Publifin : plus qu'un scandale éthique
Julien Hannote & Freddy Visconti • pp. 6-7

Pour la fermeture de Doel 2 et Tihange 3
Marie-France Deprez • p. 7

ANNIVERSAIRE

1917-2017 : un siècle d'Histoire et des questions
Vladimir Caller • pp. 8-9

TÉMOIGNAGE

Fidel ou le défi à la mondialisation capitaliste
François Houtart • pp. 10-11

ACTUALITÉ

Spin Doctors : panique à bord
Roland Marounek • pp. 13

ÉCONOMIE

L'intégrisme budgétaire des nouvelles normes comptables de l'UE
Guy Stroobants • p. 14

CULTURE

Percussion des images, vigueur des mots
Marc Pierret • p. 15



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 12 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !